

-----  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DU GOUVERNEMENT  
-----

ORDONNANCE N° 49/78 DU 19/12/78  
PORTANT CRÉATION DU CENTRE NATIONAL  
DE GESTION  
-----

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ MILITAIRE DU PARTI,  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT,  
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

Vu l'acte fondamental du 5 avril 1977 ;  
Vu l'acte n° 005/PCT du 19 mars portant création du Comité Militaire du Parti et fixant ses attributions ;  
Vu l'acte n° 001/PCT/CMP du 3 avril 1977 fixant l'organisation et la structuration du Comité Militaire du Parti ;  
Vu la Convention n° PRC/71/516/01/11 Gouvernement de la République Populaire du Congo, Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et le Bureau International du Travail (BIT) relative aux objectifs du Projet "Assistance aux Entreprises d'Etat" et à la création d'un Bureau National Congolais pour la Gestion et l'Organisation des Entreprises d'Etat ;  
Vu l'ordonnance n° 20/70 du 9 juillet 1970 modifiant l'article 8 de l'ordonnance n° 15/70 du 22 mai 1970 portant création du Comité National du Plan Comptable ;  
Vu la loi n° 4/76 du 30 mars 1976 portant loi des finances pour l'année 1976 en ses articles 38 à 42 ;  
Vu le décret n° 76/441 du 30 novembre 1976 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence Comptable Centrale ;  
Vu le décret n° 77/540 du 28 octobre 1977 portant attribution et réorganisation du Ministère du Plan ;

LE COMITÉ MILITAIRE DU PARTI ENTENDU ;

ORDONNE :

Article 1er : Il est créé sous la dénomination de "Centre National de Gestion" en abrégé CENAGES un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Article 2 : Le Centre National de Gestion est placé sous la tutelle du Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan.

Article 3 : Le Centre a pour activités principales d'assister les Entreprises en République Populaire du Congo en matière de gestion et d'organisation.

Article 4 : Un décret pris en Conseil de Cabinet fixera les statuts du Centre.

Article 5 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Article 6 : La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat, publiée selon la procédure d'urgence et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 18 décembre  
1978.

  
Général Joachim YHOMBY-OPANGO

J.F.